

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL OFFRES DE PRIX **N° 18 /CS/2025**

OBJET : ACHAT D'AMBULANCE EQUIPEE

Imputation Budgétaire

<i>Chapitre</i>	<i>Art/prog</i>	<i>projet</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>

Passé par appel d'offres ouvert **national** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 01 : OBJET DU RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 04 : COMPOSITION DE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

*ARTICLE 05 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES
CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES*

ARTICLE 06 : DEPOT DES PROSPECTUS

ARTICLE 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 08 : RÉPARTITION

ARTICLE 09 : MODE DE PASSATION :

ARTICLE 10 : RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 13 : CHOIX DE LA LANGUE

ARTICLE 14 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

ARTICLE 15 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE 16 : CRITERE D'APPRECIAION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 01 : OBJET DU RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix ayant pour objet : **ACHAT D'AMBULANCE EQUIPE**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert national sur offres de prix est : le Président de la commune de salé

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1 – peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné.
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 04 : COMPOSITION DE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- 1) Copies de l'avis d'appel d'offres (en arabe et en français) ;
- 2) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales
- 3) Modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- 4) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- 5) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- 6) Le présent règlement de la consultation (RC).

ARTICLE 05 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

I) Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. Le dossier administratif comprend :

1 – Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

– s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

– s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

* une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

* un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant

– s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) la déclaration sur l'honneur; (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;

c) La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

a) Au nom collectif du groupement ;

b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;

c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

d) la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret des marchés public ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d’attribuer le marché dans les conditions fixées à l’article 43 du décret des marchés publics

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu à l’article 27 du décret des marchés publics

. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle le concurrent est imposé

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l’organisme concerné ;

c) une copie du certificat d’immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l’obligation d’immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

B- un dossier technique comprenant :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l’importance des prestations à l’exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

II) Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1 – au moment de la présentation de l’offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l’alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l’habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S’il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant qu’il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu par l’article 27 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L’attestation précitée n’est exigée que des établissements publics soumis à l’impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l’organisme concerné. La date de production, au maître d’ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l’appréciation de leur validité.

III) Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l’offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l’alinéa 1 du A du I) du présent article, l’attestation d’immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu’il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu à l’article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle la coopérative ou l’union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l’union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l’article 27 du décret des marchés publics La date de production, au maître d’ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l’appréciation de leur validité.

IV) Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

C-Une offre financière comprenant :

les dossiers présentés, par les concurrents doivent comporter outre les dossiers administratif et technique visés ci-dessus, une offre financière comprenant:

- **L'acte d'engagement:** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. il est établi en un seul exemplaire. cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. en cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 relatif au marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement sous forme de procuration du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- **Le bordereau des prix-détail estimatif (B.P.D.E):** pour les marchés à prix unitaires dont les modèles figurent dans le dossier d'appel d'offres

les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 06 : DEPOT DES PROSPECTUS

Conformément à l'article 37 du décret n° 2-22-431 précité, il est exigé de présenter les prospectus. Les prospectus sont mis dans un pli distinct et sont déposés au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis dans l'avis d'appel d'offres contre délivrance du maître d'ouvrage d'un accusé de réception, ou remis séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres.

Les Prospectus doivent être déposés au bureau d'ordre de la commune de salé

Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention : « *PROSPECTUS* »

ARTICLE 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier suffisamment à l'avance et à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du § 2 alinéa 1.2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 08 : RÉPARTITION

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 09 : MODE DE PASSATION :

La présente prestation est passée par appel d'offres ouvert sur offres de prix conformément aux dispositions du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire au règlement précité, est nulle et non avenue.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) et en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, tout pli déposé ou reçu électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 4 du présent décret.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 13 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023, tout éclaircissement ou renseignement fournis par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, par voie électronique conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hija 1444 (23 juin 2023)

Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent, dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 du Décret n° 2-22-431 précité, et l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, les plis des concurrents sont déposer par voie électronique sur le portail des marchés publics de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma);

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics

ARTICLE 13 : CHOIX DE LA LANGUE

L'offre préparée par les concurrents ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre les concurrents et le maître d'ouvrage, dans le cadre de la présente prestation, seront rédigés en langue Arabe ou Française conformément à l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 14 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

En application de l'article 36 du décret n° 2-22-431 précité, Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours (60 J) qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par voie électronique, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 15 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des plis électronique des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 30 et 32 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, **les plis doivent être déposés électroniquement** par le concurrent.

Les plis sus-indiqués doivent comporter:

- Un dossier administratif précité (Cf. article 5-A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 5-B ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant : (Cf. article 5-C ci-dessus) ;

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

- les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes prévues ci-après, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions du portail des marchés publics.
- les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
- les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.
- les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
- le dépôt des plis l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
- la signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agréée conformément à la législation et la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distincts :

a) **la première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratifs et techniques, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière du concurrent, Elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière"

NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant .

ARTICLE 16 : CRITERE D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La commission apprécie les capacités techniques et financières eu égard à la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offre et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et technique de chaque concurrent.

A cet effet, il est précisé que l'activité du concurrent doit obligatoirement correspondre à la nature des prestations objet du présent appel d'offre.

La procédure de jugement des offres des concurrents comportera **3 phases** comme suit :

- Analyse des dossier administratifs et techniques
- Analyse des prospectus
- Analyse des offres financières

1. Analyse des dossiers administratifs et techniques

L'évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

Cet examen préliminaire se matérialisera par l'une des trois conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Acceptation de l'offre sous réserve ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux dispositions du présent règlement de consultation (RC).

2. Analyse des prospectus

A l'issue de l'évaluation des dossiers administratifs et techniques, il sera procédé à l'examen des prospectus dans conditions prévues à l'article 40 du décret précité.

Les prospectus doivent être en langue arabe ou française et bien présentés avec des intercalaires entre articles.

Seuls les concurrents présentant les équipements dont les caractéristiques techniques sont conformes aux spécifications demandées dans le CPS seront retenus.

3. Analyse des offres financières

L'ouverture des offres financières conformément à l'article 42 du décret n° 2-22-431 précité concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs, techniques et examen des prospectus.

La commission vérifie ensuite le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

La commission écarte selon les modalités et les conditions prévues dans l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation établie par le maître d'ouvrage.

La commission détermine ensuite le prix de référence des offres financières des concurrents conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité.

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents retenus, au regard du prix de référence déterminé et attribue le marché au concurrent dont l'offre financière est la mieux-disante par rapport au prix de référence, sous réserve de l'application des dispositions des articles 43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut. En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité,

Le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires

SIGNATURE

<p>Dresse Par :</p> <p>Le Chef de Service</p> <p> Abdelkarim BACHOUAT Chef de Service des Moyens Communs</p> <p>Salé le.....</p> <p>RESPONSABLE DU PARC AUTO</p> <p></p> <p>Salé le.....</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>Salé le.....</p>
<p>Lu et accepté par L'Entrepreneur</p> <p>Salé le.....</p>	